

Assemblée générale	Adoption
Point de l'Ordre du jour	7
Auteur:	Conseil

Résolution de l'Assemblée Générale

1 RESUME

- 1.1 Le but de ce document est de donner l'opportunité à l'Assemblée générale d'approuver une Résolution de l'Assemblée générale donnant mandat à l'AIMS de poursuivre la démarche vers un changement de statut jusqu'à la constitution d'une Organisation intergouvernementale.
- 1.2 Le texte d'avant-projet de Résolution de l'Assemblée générale se trouve en Annexe A.

2 CONTEXTE

- 2.1 Les Statuts de l'AIMS confient la gestion générale de l'Association à son Assemblée générale qui se réunit au moins une fois tous les cinq ans afin de déterminer les sujets d'importance, y compris la politique générale de l'AIMS.
- 2.2 Au cours des deux dernières années, le Conseil de l'AIMS a appuyé de façon active le changement de statut de l'AIMS d'association internationale relevant du droit français vers celui d'organisation intergouvernementale. Pendant cette période, les travaux en ce sens ont été entrepris par les membres nationaux avec le soutien des orientations définies par le Comité Juridique Consultatif de l'association.
- 2.3 La présente réunion fournit l'opportunité à l'Assemblée générale de prendre position sur cette importante question politique.
- 2.4 L'Assemblée générale est appelée à approuver la Résolution annexée au présent document, étant cependant entendu que le processus de finalisation du projet d'accord et l'adhésion des Etats devront être engagés par les Gouvernements eux-mêmes, au-delà du champ d'action de l'AIMS.

3 EXAMEN

3.1 Le rôle de l'Assemblée générale

- 3.1.1 Les Statuts de l'AIMS sont son instrument de gouvernance. L'article 7.1 établit que l'une des fonctions de l'Assemblée générale consiste à décider de la politique générale de l'AIMS. En conséquence, l'une des fonctions du Conseil de l'AIMS est de mettre en œuvre cette politique générale avec ses objectifs propres ou telle qu'elle est définie par l'Assemblée générale.
- 3.1.2 A ce jour le Conseil a entrepris des travaux préparatoires afin de déterminer ce qu'un changement de statut signifierait pour l'AIMS. Il a notamment examiné quelle forme devrait prendre l'accord international, en évaluant le processus de

mise en œuvre d'un tel objectif, ainsi que les risques et bénéfices associés à ce changement. Les résultats de ce travail sont présentés dans les documents d'information disponibles pour l'Assemblée générale via IALADOCS.

- 3.1.3 Compte tenu de l'état d'avancement de ces travaux préparatoires, il semble opportun de permettre à l'Assemblée générale de prendre connaissance du processus et de mesurer l'impact d'un changement de statut, et, avant toute planification ultérieure, que l'Assemblée générale prenne position sur cette question politique essentielle.
- 3.1.4 L'un des moyens par lequel l'Assemblée peut exprimer sa décision consiste en une Résolution de l'Assemblée générale. Ce procédé est peu usité par l'AIMS, cependant étant donné l'importance que revêt ce changement de statut, l'officialisation en des termes précisément convenus par l'Assemblée générale apparaît justifiée (il est rappelé que les autres modes d'expression sont l'approbation d'un document du Conseil ou la demande de prendre note d'une décision dans le compte-rendu d'une réunion de l'Assemblée).

3.2 Objectif de la Résolution de l'Assemblée générale

- 3.2.1 La Résolution guidera le Conseil et le Secrétaire général dans leur compréhension du résultat recherché par l'Assemblée générale ainsi que la mesure dans laquelle ils sont habilités par celle-ci à agir pour atteindre ces résultats.
- 3.2.2 La Résolution sera également un marqueur pour la communauté maritime internationale du rôle que l'AIMS est prête à endosser dans son domaine d'action qui consiste à favoriser le transit sans danger, économique et efficace des navires, grâce à l'amélioration et à l'harmonisation des aides à la navigation à travers le monde.
- 3.2.3 Le Comité Juridique Consultatif, au nom de et à destination du Conseil, a discuté le processus par lequel l'AIMS pourrait apporter son aide aux Gouvernements dans la mise en place des activités diplomatiques qui permettront l'élaboration et l'adoption d'un accord international. L'un des éléments qui a été identifié est le besoin d'un mandat explicite des Membres Nationaux de l'AIMS indiquant qu'ils souhaitent s'engager dans cette démarche. Un document unique exprimant clairement la volonté des Membres Nationaux sur ce sujet, et consistant en une Résolution, servirait au mieux ce but.

3.3 Qu'advient-il après l'adoption de cette Résolution?

- 3.3.1 Si la Résolution est adoptée, le Conseil, avec le concours du Secrétaire général, débutera une planification minutieuse afin de s'assurer que l'AIMS procède de manière structurée à la mise en œuvre de la politique de l'Assemblée générale. Ceci impliquera des échanges entre les Membres Nationaux et leurs gouvernements respectifs afin de s'assurer que les actions appropriées, qu'elles soient internes ou externes à l'AIMS, soient décidées et mises en œuvre.
- 3.3.2 Les opérations courantes de l'Association actuelle, telles que définies par les Statuts de l'AIMS, perdureront aussi longtemps que nécessaire pour atteindre le

statut d'organisation intergouvernementale – ce qui pourrait prendre plusieurs années. Les procédures adéquates pour la bonne gouvernance de toute organisation moderne, et particulièrement des organisations intergouvernementales, seront mises en œuvre. Ceci inclut une administration transparente, la fourniture d'un appui approprié à l'Association afin qu'elle puisse atteindre ses objectifs, la définition de directions et points focaux, et une politique et des procédures documentées.

- 3.3.3 L'AIMS continuera à travailler à la rédaction de l'accord international, à la fois avant le début du processus diplomatique puis en collaboration avec les gouvernements, jusqu'à la finalisation de l'accord.
- 3.3.4 Tous les membres seront tenus informés de l'avancement des travaux, et seront invités à participer activement au processus de changement.

4 ACTION REQUISE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale est appelée à:

- 1 **Approuver** le texte du projet de Résolution de l'Assemblée générale contenu en Annexe A.